

Franceville/Secteur commerce/Carrefour Potos...

Les mauvaises habitudes ont la vie dure

N.O.
Franceville/Gabon

APRÈS le déguerpissement, le 10 janvier dernier, des commerçants qui occupaient les chaussées, parkings et autres trottoirs du carrefour Potos, un calme s'y était installé. Permettant ainsi aux usagers de circuler librement, et aux automobilistes de se garer en toute quiétude dans les parkings.

Mais ce calme cachait en réalité une forte résistance de certains vendeurs. En effet, marchandises emballées dans des sacs, ils guettent la moindre occasion pour les installer au sol. D'autres se tiennent debout devant les magasins et à l'approche d'une femme (potentielle cliente), ils proposent la marchandise : « *maman il y a le manioc ici, la banane, le nkumu, le piment...* ». Tous ceux qui ont refusé de regagner les marchés Bapili et Score se livrent à cette



Le gouverneur et sa suite sur le terrain.

pratique de vente. Ce qui a motivé le gouverneur du Haut-Ogooué, Eloi Nzondo, a fait une descente surprise sur le terrain, le 4 février dernier, accompagné de l'équipe municipale sortante et des autorités policières de la province. But, vérifier si ses instructions obligeant les commerçants à libérer la zone de Potos ont été respectées. Sur le terrain, l'autorité adminis-

trative a fait un constat pour le moins désolant. Il a, en effet, pu constater de visu que ces commerçants ambulants font fi de ses décisions. A preuve, il les a vu prendre la fuite à son arrivée. D'autres vendeurs, par contre, installés devant les magasins, ont été sensibilisés à libérer les lieux.

« *Il n'est pas question que cette situation perdure. Ces commer-*



Le gouverneur Eloi Nzondo échange avec des commerçantes du marché Score.

çants jouent avec nous le jeu du chat et de la souris. Mais si vous menez des actions pérennes avec beaucoup de sérénité et de rigueur, vous arriverez à résoudre ce problème de récalcitrants », a instruit le gouverneur aux policiers et aux maires, sur la base d'une expérience vécue par lui-même en tant qu'ancien maire adjoint chargé des marchés de la commune de Libreville. Par ailleurs, pour encourager

les commerçantes du marché Score, qui ont d'ailleurs baptisé cet espace "marché noir" pour certaines, et "marché de la foi", par manque de clients, pour d'autres, le premier magistrat du Haut-Ogooué et sa délégation ont fait les plus beaux jours dudit marché. Car, Eloi Nzondo y a fait ses courses chez toutes les femmes, histoire de leur redonner espoir. « *C'est le client qui va vers la commerçante, peu*

importe où elle se trouve. Nous sommes venus au marché de Score pour communier avec les femmes commerçantes et les rassurer que personne ne les a abandonnées. Ce n'est pas parce qu'elles sont déguerpies de Potos qu'elles sont délaissées. Nous viendrons toujours vers elles pour faire nos courses, puisqu'elles se trouvent au marché indiqué », a dit M. Nzondo. Du coup, cette visite a favorisé le retour à la sérénité chez les commerçantes. « *Le gouverneur nous a visités ce jour, il a acheté les produits chez toutes femmes. Nous sommes très contentes et lui disons infiniment merci. Parce que, parfois, nous restons toute une journée sans faire de bonnes recettes. Mais aujourd'hui, nous avons fait de grandes recettes avec l'arrivée du patron* », a déclaré une vendeuse.

Les commerçantes ont également bénéficié d'une enveloppe d'un million de francs en guise d'encouragements, de la part du gouverneur.

...réhabilitation du bâtiment administratif du gouvernement...

La nouvelle bâtisse présentera une belle image

N.O.
Franceville/Gabon

BIENTÔT le bâtiment administratif abritant le gouvernement du Haut-Ogooué aura un visage beaucoup plus reluisant.

En effet, ce bâtiment vieux de 46 ans, qui subissait l'usure du temps, fait, depuis 3 mois, l'objet de travaux de sa réhabilitation. Les façades extérieures et les pièces intérieures ont subi des modifications et des réfections, pour répondre aux normes requises d'une administration moderne. L'initiative est du nouveau gouverneur de la province du Haut-Ogooué, Eloi Nzondo, installé en août dernier dans ses fonctions. Depuis sa prise de fonction, ce dernier n'a pas pu loger son cabinet, tant les locaux, vieillissants, ne représentent nulle-



Les ouvriers s'attellent à donner au gouvernement une image plus moderne.

ment un cadre approprié de travail. C'est pourquoi, il a engagé des travaux de réhabilitation de tout le bâtiment, du rez-de chaussée au deuxième étage. C'est une entreprise locale,

"Kowou et Fils", qui est en charge de ce chantier depuis le 24 octobre 2018. Coût des travaux : plus de 200 millions de francs. « *Lorsque je suis arrivé, j'ai regardé tout ce qu'il y avait à faire*



Le gouverneur Eloi Nzondo a fait visiter le chantier à quelques responsables locaux.

dans ce bâtiment vieillissant des années 1970, qui n'a pas subi de cure de jouvence. Je me suis dit, je ne vais pas travailler dans des conditions aussi difficiles. Je me suis donc battu pour qu'on puisse

réhabiliter le gouvernement. Je pense qu'à la fin des travaux, ce gouvernement sera digne de ce nom. Nous sommes une riche province minière et touristique, il faut que le gouvernement soit un lieu admira-

ble, une bâtisse qui présente une belle image. Je suis très satisfait des travaux réalisés. D'ici un mois, tout sera prêt », a déclaré Eloi Nzondo.

La visite inopinée du gouverneur sur le chantier, lundi 4 février 2019, n'a guère gêné les équipes à pied d'œuvre sur le terrain. D'autant plus que les travaux avancent considérablement depuis trois mois, et l'entrepreneur tient à respecter les délais d'exécution et de livraison du chantier.

« *Plusieurs tâches étant déjà réalisées, il nous reste à poser les carreaux, les baies vitrées, les portes et la peinture... Les équipes sont composées de plombiers, électriciens, carreleurs, peintres, maçons et autres ... Les marchandises que nous avons commandées sont en route et nous allons pouvoir livrer le chantier à temps* », a assuré Kowou Kossi, le chef de chantier.

... et œuvre de bienfaisance

Du matériel informatique pour l'école communale A

N.O.
Franceville/Gabon

C'est un don du sénateur du 1er arrondissement, Fernand Paulin Joumas dit Salamba qui, depuis plus de trois ans, s'investit dans le bon fonctionnement de cet établissement logé dans sa circonscription politique.

A l'heure où le numérique prend une place importante dans l'administration, il n'est plus aisé pour les établissements scolaires de travailler sans équipement informatique. C'est du moins ce que traduit le geste du sénateur du 1er arrondissement de Franceville, Fernand Paulin Joumas dit Salamba, à l'endroit de l'école primaire Ecaf. D'autant plus que cette école a bénéficié, le 4



Le geste symbolique du sénateur Joumas à l'endroit de la directrice Emeline Alice Miette...

février dernier, d'un équipement complet en matériel informatique (ordinateur, imprimante laser qui permettra de scanner les dossiers des élèves, onduleur pour sécuriser tout l'équipement et stock d'ence-)

re). Pour la mise en marche de l'équipement et l'installation des applications, un technicien a même été commis sur les lieux. Ledit équipement a été réceptionné par la directrice de l'école, Emeline Alice Miette, en présence du corps enseignant



... en présence de quelques élèves.

et de quelques élèves. Cette action du sénateur n'est qu'une de plus au profit de cet établissement, où il a d'ailleurs fait tout son parcours du primaire. En effet, en plus du matériel informatique, Joumas Salamba œuvre, depuis trois ans, à la ré-

habilitation de cette école. Parmi ses actions, les travaux d'adduction en eau potable, d'électrification, l'octroi de tables-bancs, la réhabilitation des vestiaires, etc. L'équipe pédagogique, très touchée par l'intérêt que l'homme

politique porte à cet établissement, s'est dit reconnaissante. « *Depuis que nous recevons l'appui de cet homme politique, notre école a changé de visage. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus nous plaindre. Au contraire, les enseignants et élèves travaillent désormais dans de bonnes conditions. En tout cas, au-delà de nos attentes* », a déclaré Emeline Alice Miette.

Pour le bienfaiteur, il est question d'achever un programme d'investissements qu'il a engagé ces trois dernières années, avant de s'intéresser à d'autres établissements scolaires. « *Il est difficile de demander la performance à un établissement sans que son administration ne soit dotée d'un équipement informatique. Cet outil lui permettra donc de mieux gérer l'école* », a dit Fernand Salamba, qui entend également équiper l'établissement d'un photocopieur.